



**Nations
Unies**

La sécurité dont nous avons besoin

Rééquilibrer les
dépenses militaires pour
un avenir durable et
pacifique

SYNTHÈSE



La sécurité dont nous avons besoin : Rééquilibrer les dépenses militaires pour un avenir durable et pacifique

Rapport du Secrétaire général
sur l'incidence de l'augmentation globale
des dépenses militaires sur la réalisation
des objectifs de développement durable

Synthèse

La présente synthèse reprend les points clés du rapport du Secrétaire général de l'ONU intitulé « La sécurité dont nous avons besoin : Rééquilibrer les dépenses militaires pour un avenir durable et pacifique », établi en réponse à la mesure 13 c) du Pacte pour l'avenir.

Le rapport complet est disponible [ici](#).

Introduction

À l'échelle planétaire, les dépenses militaires ont atteint un niveau record, alors que le monde accuse un retard par rapport à ses principaux engagements pris en matière de développement. En 2024, après dix années de croissance ininterrompue, les budgets consacrés aux forces armées ont atteint 2 700 milliards de dollars. Parallèlement, les avancées vers la réalisation des objectifs de développement se sont ralenties. Seule une cible mesurable sur cinq environ est en bonne voie, alors que le déficit de financement annuel atteint quelque 4 000 milliards de dollars. Selon les estimations, ce dernier pourrait atteindre 6 400 milliards de dollars d'ici 2030 si les tendances actuelles se maintiennent.

Le rapport porte sur ces deux tendances concomitantes : l'augmentation des budgets militaires et le retard de développement. Il met en évidence que l'augmentation constante des dépenses militaires va à l'encontre de l'esprit de la Charte des Nations Unies, par laquelle les États Membres se sont engagés à régler les différends internationaux par des moyens pacifiques. L'augmentation des dépenses militaires compromet également le développement durable, réduit le financement disponible pour les investissements sociaux et affaiblit la coopération multilatérale. En cas de conflit, elle anéantit tous les progrès réalisés dans le domaine du développement.

Reconnaissant les enjeux, soit l'effondrement du système international lui-même, le rapport appelle à renouveler notre engagement en faveur de la diplomatie, de la prévention des conflits et du développement durable.

La croissance continue des dépenses militaires dans le monde

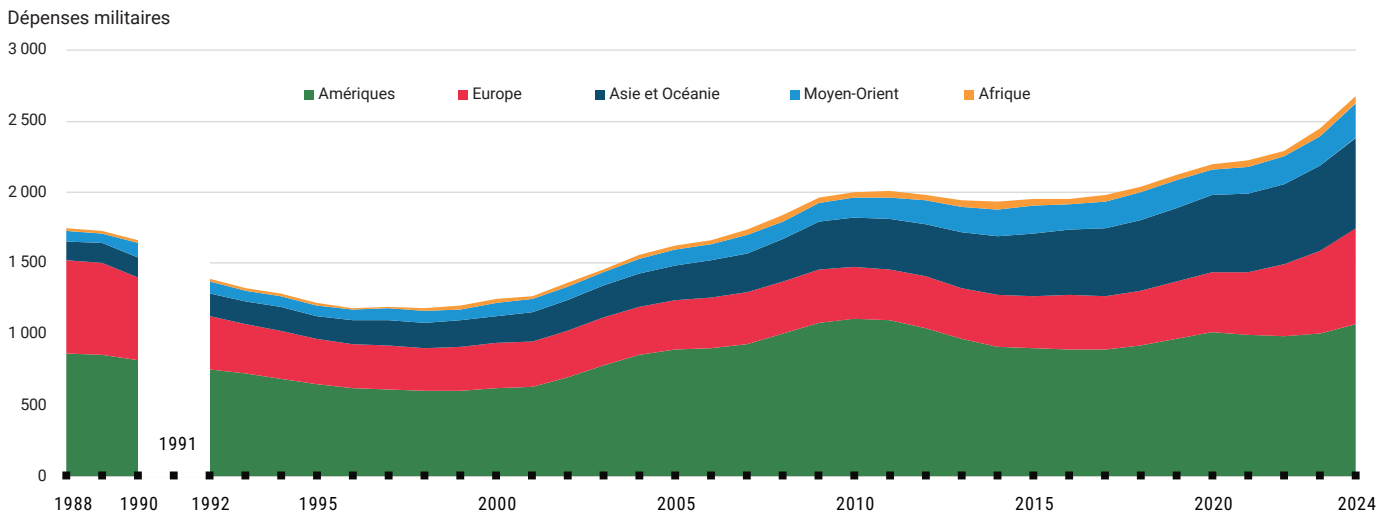
En 2024, les dépenses militaires ont connu une hausse globale dans l'ensemble des cinq régions du monde en raison de l'aggravation des tensions et des conflits. Si la plupart de ces augmentations se sont produites dans un petit nombre de pays, notamment les grandes puissances mondiales, la tendance était générale.

Au niveau mondial, les dépenses militaires sont passées de 2,2 % à 2,5 % du produit intérieur brut (PIB) entre 2022 et 2024. L'Europe et le Moyen-Orient ont enregistré les plus fortes hausses. En Europe, la part des dépenses budgétaires consacrée à la défense est passée de 5,9 % à 7,3 %. Au Moyen-Orient, les dépenses militaires sont passées de 3,6 % à 4,0 % du PIB.

Dans l'ensemble, la part des crédits des États allouée aux forces armées en 2024 est passée de 6,6 % à 7,1 % dans le monde.

L'augmentation n'est cependant pas égale. Par exemple, l'ensemble des pays d'Afrique ne représentent que 1,9 % des dépenses militaires dans le monde, alors qu'ils comptent pour environ un quart des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et près de 20 % de la population mondiale. Ce constat met en évidence les asymétries de pouvoir et les différences en matière d'exposition aux effets de la militarisation.

Figure 1. Évolution des dépenses militaires dans le monde par région, 1988-2024 (en milliards de dollars américains – taux constant de 2023)



Remarque : L'absence de données pour l'Union soviétique en 1991 ne permet pas de calculer de total pour cette année.

Source : Base de données des dépenses militaires de la SIPRI, avril 2025.

Les projections basées sur des scénarios qui tiennent compte de l'évolution des tendances géopolitiques et économiques établissent que les dépenses militaires mondiales pourraient atteindre entre 4 700 et 6 600 milliards de dollars d'ici à 2035. Même à la limite inférieure, les dépenses mondiales dépasseraient de loin leurs sommets historiques. À la limite supérieure, elles représenteraient 2,5 fois les niveaux de 2024.

Quelles sont les raisons de cet accroissement ?

Les grandes guerres classiques, les différends interétatiques non résolus et les conflits intra-étatiques prolongés ont entraîné une augmentation des dépenses militaires. L'exacerbation de la rivalité entre grandes puissances et la persistance de la criminalité organisée et du terrorisme ont contribué à la montée des menaces réelles et perçues. Dans ce contexte, les États ont de plus en plus tendance à privilégier une approche militaire, ce qui profite au complexe militaro-industriel, dont la demande de produits augmente.

L'affaiblissement de l'architecture de maîtrise des armements a mis en évidence l'interdépendance des facteurs influençant les dépenses militaires. La détérioration continue des conditions de sécurité fait par ailleurs douter de l'utilité des augmentations constantes des dépenses militaires pour atteindre une paix durable.

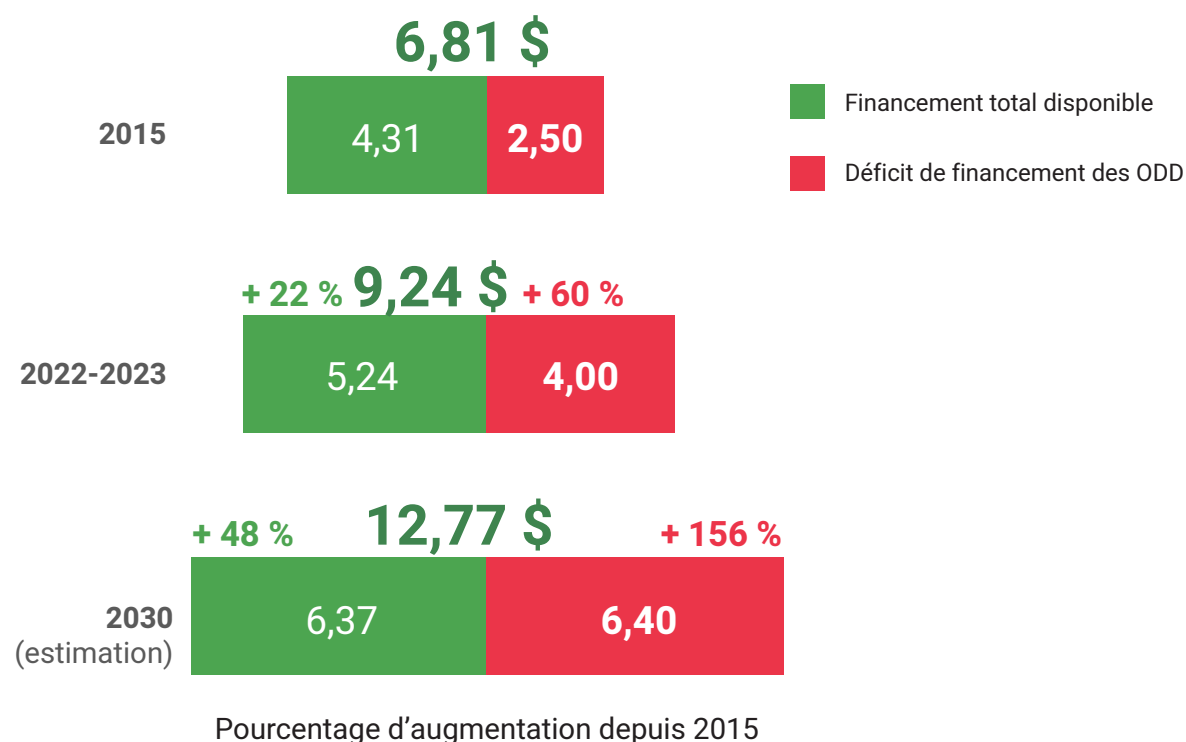
LES DÉPENSES MILITAIRES DANS UN CONTEXTE DE CRISE MONDIALE DU DÉVELOPPEMENT

Alors que les dépenses militaires ont continué d'augmenter, les investissements mondiaux et nationaux dans le développement durable ont faibli.

Le rapport de 2025 sur les objectifs de développement durable révèle que le monde reste encore loin du compte dans la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Seuls 35 % des objectifs montrent des avancées satisfaisantes : 18 % d'entre eux sont en bonne voie, tandis que 17 % ont connu une progression mesurée. En revanche, 48 % des objectifs affichent des progrès insuffisants, dont 31 % avec des gains marginaux et 17 % sans aucun progrès. Mais, ce qui est encore plus préoccupant, 18 % des objectifs ont régressé en dessous des niveaux de référence de 2015. Le déficit de financement annuel des objectifs, qui s'élève déjà à 4 000 milliards de dollars, pourrait atteindre 6 400 milliards de dollars d'ici à 2030, si les trajectoires actuelles se poursuivent. Ces déficits ne révèlent pas simplement une insuffisance de ressources, mais aussi un manque d'harmonisation des priorités et une faible volonté de coopération sur la scène internationale.

Les tendances en matière d'aide publique au développement en témoignent, puisque cette dernière diminue au moment même où les besoins s'intensifient. En 2024, cette aide a connu une diminution de 7,1 % en termes réels, ce qui constitue la première baisse en cinq ans. Seuls quatre pays donateurs ont respecté leur engagement de

Figure 2. Besoins de financement totaux pour les objectifs de développement durable 2015-2030 (en milliers de milliards de dollars américains)



Source : OCDE, 2025a, p. 26.

fournir 0,7 % du revenu national brut. L'aide a été réorientée vers la gestion des crises et l'assistance aux réfugiés, ce qui a entraîné une baisse des enveloppes consacrées au développement à long terme, en particulier en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Plusieurs donateurs ont annoncé des réductions budgétaires liées à l'augmentation des dépenses consacrées à la défense, ce qui a pour conséquence de restreindre encore davantage les investissements en faveur du développement dans les régions du globe où les ressources sont les plus restreintes.

Le financement intérieur reste globalement sous pression. Les perturbations du commerce, le durcissement des conditions financières et l'alourdissement du fardeau de la dette réduisent la marge de manœuvre budgétaire pour les objectifs de développement durable. Alors que la dette publique mondiale devrait atteindre environ 100 % du PIB d'ici 2030, les États assouplissent leurs règles budgétaires pour faire face à l'augmentation de leurs dépenses militaires. Cela risque fortement de restreindre les financements disponibles pour les investissements sociaux et la lutte climatique et accroître l'instabilité économique. Cela s'observe tant dans les pays développés que dans les pays en développement, mais les conséquences ne sont pas les mêmes pour tous. Dans les pays en développement, l'impact est double. Les dépenses militaires détournent les ressources nationales déjà limitées des priorités du développement, alors que, simultanément, le soutien international par le biais de l'aide publique au développement diminue. Le mode de financement de l'augmentation des dépenses militaires est important. Les dépenses financées par la dette reportent le fardeau du remboursement sur les générations futures et peuvent verrouiller les choix institutionnels de manière plus ou moins irréversible. Il en résulte une perte de ressources qui pourraient autrement renforcer le capital humain et la résilience.

L'augmentation des dépenses militaires mondiales a des conséquences négatives dans toutes les régions. L'incertitude géopolitique, qui se rapproche de son niveau record depuis la fin de la Guerre froide, freine la croissance économique et accentue la volatilité sur les marchés financiers mondiaux, dont les fluctuations ont tendance à nuire de manière disproportionnée aux pays les plus pauvres, compromettant encore davantage les perspectives de développement et creusant les inégalités au niveau mondial.

Canaux d'impact sur le développement durable

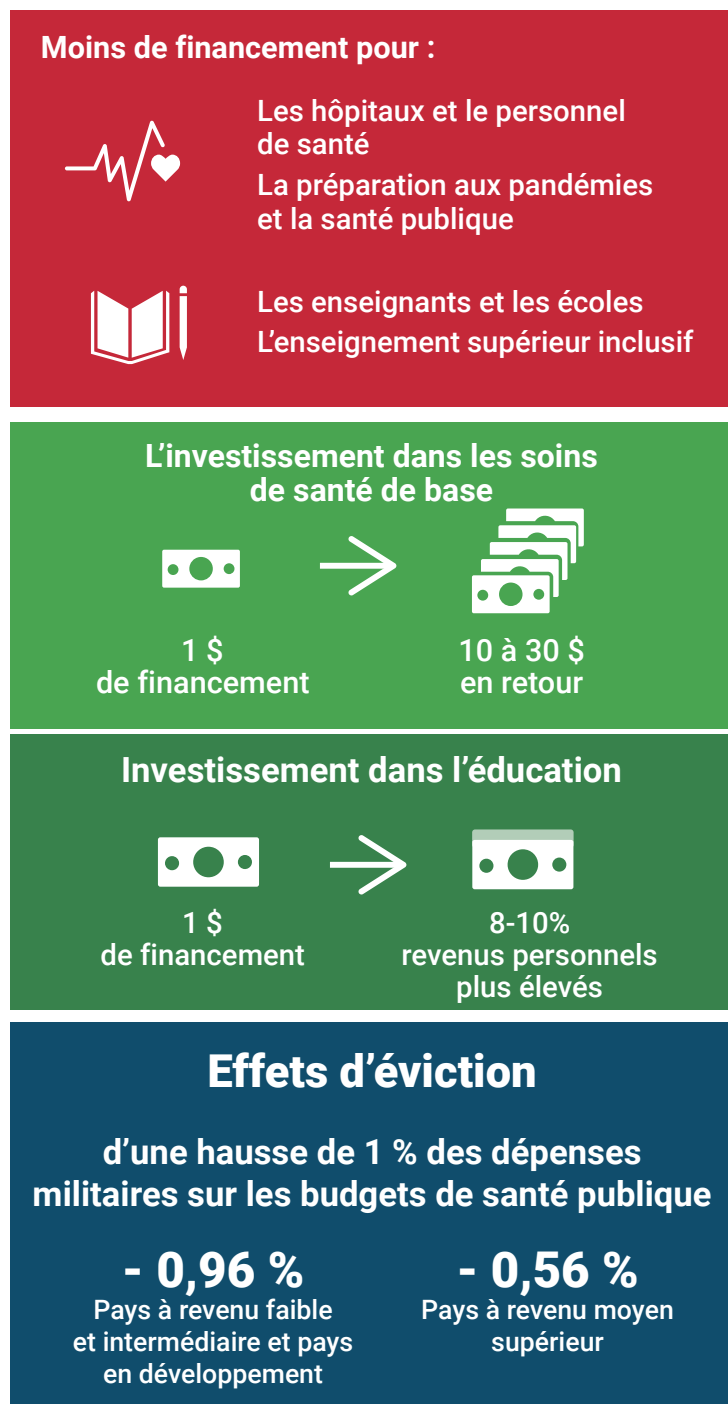
Le rapport recense différents moyens par lesquels l'expansion des dépenses militaires menace le développement durable.

Éviction des investissements sociaux (objectifs de développement durable n^{os} 3 et 4) :

Dans les pays à revenu faible et intermédiaire et dans les pays en développement, on constate qu'une augmentation de 1 % des dépenses militaires représente une réduction de 1 % des services de santé financés par l'État. On observe un effet similaire sur le budget de l'éducation. Une telle situation entraîne, avec les années, un affaiblissement de l'état de préparation aux pandémies, de la productivité de la main-d'œuvre, des investissements dans les infrastructures et du développement du

capital humain, autant de facteurs clés pour l'espérance de vie et les performances scolaires. Les pays à revenu élevé ont la capacité d'accroître leurs dépenses militaires sans avoir à réduire aussitôt leurs dépenses sociales. Toutefois, lorsque cette expansion se prolonge, la probabilité de réallouer les ressources au détriment de la protection sociale et des services essentiels augmente.

Figure 3. Les dépenses militaires ont une influence négative sur le développement

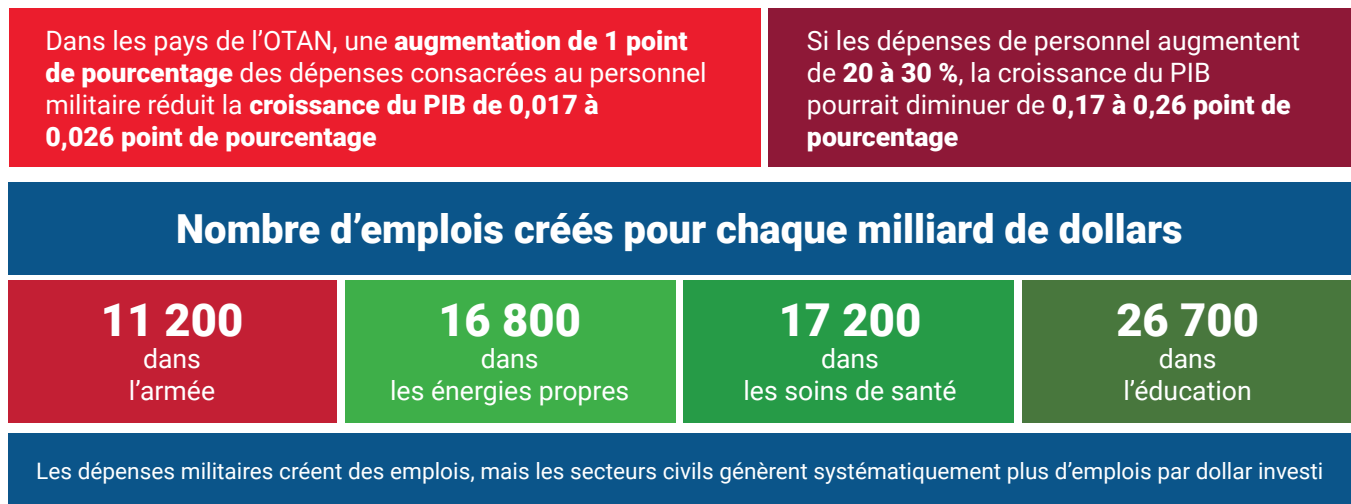


Source : Cintron-Rodriguez, I. M. (n.d.). "The world at odds: Military spending vs. SDG achievement"; Fan, H., et coll. (2018). "Do military expenditures crowd-out health expenditures? Evidence from around the world, 2000-2013." *Defence and Peace Economics* 29(7) : 766-779.

Baisse de la croissance et des emplois (objectifs de développement durable n^{os} 1 et 8) :

Sur le plan macroéconomique, le sacrifice financier que représente les dépenses militaires est considérable. La plupart des études montrent que les effets multiplicateurs des dépenses consacrées à la défense sont inférieurs à ceux des investissements civils, tels que dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des infrastructures et de l'énergie propre. Les dépenses consacrées au personnel militaire, aux opérations militaires et à la maintenance du matériel militaire limitent les gains de productivité et peuvent freiner la croissance à long terme. Si les dépenses militaires créent des emplois, elles en créent généralement moins par dollar investi que les dépenses dans les secteurs civils. Dans des situations de danger imminent, certaines d'entre elles sont nécessaires pour rétablir les conditions minimales de sûreté et libérer le potentiel de développement. Néanmoins, à mesure que les conditions s'améliorent, l'impératif stratégique reste de s'orienter rapidement vers des investissements inclusifs favorisant la productivité.

Figure 4. Les dépenses militaires et leur incidence sur l'économie



Source : Stuckler, D., A. Reeves et M. McKee (2017). "Social and economic multipliers: What they are and why they are important for health policy in Europe." *Scandinavian Journal of Public Health* 45(18) : 17-21 ; Sheremirov, V., et S. Spirovska (2022). "Fiscal multipliers in advanced and developing countries: Evidence from military spending." *Journal of Public Economics* 208 : 104631 ; Becker, J., et J. P. Dunne (2023). "Military spending composition and economic growth." *Defence and Peace Economics* 34(3) : 259-271.

Inégalités, y compris entre les femmes et les hommes (objectifs de développement durable n^{os} 5 et 10) :

L'augmentation des dépenses militaires accentue les disparités économiques et sociales, car elle réduit les ressources disponibles pour combattre les inégalités. Lorsque les budgets favorisent les dépenses militaires, les coupes dans la protection sociale et les services essentiels qui s'ensuivent font que les ménages doivent assumer la charge des soins. Les femmes et les jeunes filles sont touchées de manière disproportionnée, ce qui se traduit par une scolarisation, un développement professionnel et une participation au marché du travail plus restreints. En outre, les déséquilibres entre les sexes persistent au sein de la défense et de l'industrie de l'armement, les femmes étant nettement sous-représentées, en particulier aux postes de direction et dans la prise de décision. En l'absence d'investissements sociaux compensatoires, d'une prise en compte des questions de genre dans le processus budgétaire, de minimas pour la santé, l'éducation et la garde d'enfants, et de services de prévention et de prise en charge des violences fondées sur le genre, ces dynamiques continueront de creuser les écarts en matière de revenus et de possibilités.

Action climatique et vie sur terre et sous l'eau (objectifs de développement durable n°s 13, 14 et 15) :

Les forces armées actuelles, et leurs chaînes d'approvisionnement, font partie des plus grands émetteurs institutionnels de gaz à effet de serre au monde. Pourtant, leur impact carbone est souvent sous-estimé en raison de l'absence de données disponibles pour des raisons de sécurité. En raison de l'empreinte carbone élevée des activités productives et des opérations associées aux forces armées, une croissance continue des dépenses militaires pourrait rendre hors d'atteinte les objectifs fixés par l'Accord de Paris sur le climat. En outre de produire des émissions directes, les conflits armés classiques anéantissent les écosystèmes. Ils détruisent les habitats, contaminent le sol et l'eau, et laissent des engins non explosés et des résidus toxiques, qui nuisent à la biodiversité et à la santé humaine longtemps après la fin des hostilités. L'utilisation et les essais d'armes nucléaires, y compris les détonations atmosphériques, souterraines et sous-marines, ont laissé une contamination radioactive durable dans les sols, les aquifères et les milieux marins.

Figure 5. Les dépenses militaires et leur incidence sur les objectifs climatiques



Source : Parkinson, S., et coll. (2022). "Estimating the military's global greenhouse emissions." *Conflict and Environment Observatory (CEOBS)* ; Kotsis, K. T. (2024). "The impact of war on the environment." *European Journal of Ecology, Biology and Agriculture* 1(5) : 89-100 ; Nakamitsu, I. (2020). "Foreword." In: *Rethinking Unconstrained Military Spending*. Bureau des affaires de désarmement de l'ONU

Paix, justice et institutions fortes (objectif de développement durable n° 16) :

Plus les dépenses militaires d'un pays sont élevées, plus les risques de prolifération et de détournement d'armes, de passations de marchés frauduleuses, de gouvernance opaque et de corruption sont importants. Le secteur de la défense reste l'un des domaines de dépenses publiques les moins transparents au monde. Les obstacles plus importants à la mise en place d'un contrôle, par rapport à d'autres domaines, peuvent éroder la confiance du public et saper l'intégrité institutionnelle. En augmentation les activités de fabrication, de transport et d'entreposage d'armes et de munitions, les dépenses militaires élevées assurent non seulement les moyens nécessaires pour déclencher des hostilités, mais contribuent également à leur escalade. Cela entraîne des pertes en vies humaines, des blessures,

des traumatismes, des déplacements à grande échelle et la destruction de l'environnement, des infrastructures critiques et des services essentiels. Elles minent en outre l'État de droit, annulent les progrès accomplis en matière de développement et réduisent les ressources disponibles pour prévenir les crises et promouvoir le développement durable.

Amplificateurs de stress systémique

Dans un contexte macrobudgétaire déjà précaire et en présence d'une escalade des tensions commerciales réduisant davantage les revenus, en particulier dans les pays en développement qui dépendent des exportations, l'austérité financière imposée par les dépenses militaires pèse lourdement sur la croissance. Elle décourage l'emploi productif et les investissements et réduit la marge de manœuvre budgétaire pour les dépenses essentielles liées aux objectifs de développement durable.

L'Engagement de Séville, adopté en 2025 lors de la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement, propose un plan d'action concret pour favoriser l'investissement dans le développement durable, résoudre la crise de la dette, trouver de nouveaux financements innovants et solidaires, et mobiliser plus les ressources nationales.

Développement et sécurité : Concurrence ou interdépendance

Les dépenses de sécurité relèvent de la responsabilité légitime de l'État, notamment en présence de menaces graves ou d'instabilité. La sécurité et le développement se renforcent mutuellement. D'une part, la protection des personnes et des territoires est généralement une condition préalable au progrès. D'autre part, le développement réduit les risques de violence. Pourtant, l'augmentation des dépenses militaires ne se traduit pas automatiquement par une plus grande sécurité. L'accumulation des armes peut renforcer la méfiance et déclencher des cycles d'action et de réaction qui réduisent la sécurité au lieu de la renforcer.

L'accroissement des dépenses militaires et la diminution concomitante des investissements dans le développement, que nous connaissons actuellement, constituent une situation préoccupante. Ces tendances s'accompagnent d'une dépendance excessive envers la dissuasion et la force militaire, au détriment de la diplomatie et du système de maîtrise des armements, qui contribuent pourtant à instaurer un climat de confiance. Elles semblent symptomatiques d'une crise plus profonde de la gouvernance mondiale et d'un désalignement des stratégies, qui ne rendront pas le monde plus sûr.

Dans certains contextes, les dépenses militaires sont essentielles à la paix et au développement. Lorsque des facteurs tels que les menaces extérieures, la violence, la fragilité de l'État et le sous-développement se conjuguent, il peut devenir indispensable d'allouer des ressources à la défense afin de restaurer un minimum de sûreté et de créer les conditions propices au progrès. La région du Sahel en Afrique et

certaines parties de l'Asie, ainsi que de l'Amérique latine et des Caraïbes, mettent en évidence les interconnexions entre la sécurité et le développement.

Pour parvenir à une paix durable et à un développement durable, il est crucial d'adopter des politiques qui mettent l'accent sur l'être humain et qui répondent à ses besoins fondamentaux, qui protègent les droits, qui gèrent les ressources de manière éclairée, qui atténuent les conflits, qui limitent les incitations à la violence et qui renforcent la cohésion sociale. Sans ces conditions préalables, la paix reste inaccessible. La perception de l'exclusion et des injustices, qu'elles soient économiques, politiques ou sociales, mobilise les forces, tandis que les défaillances de la gouvernance érodent la légitimité.

La sécurité ne se résume pas à la capacité de réagir face aux menaces. Elle découle de la confiance et de la perception qu'ont les personnes d'être en sûreté, sur le fondement d'aspects tels que la dignité, les droits, l'intégration, les possibilités et la résilience. Elle s'appuie sur des investissements continus dans des secteurs clés, tels que l'éducation, la santé, la protection sociale, l'adaptation aux changements climatiques, la gouvernance et la justice – en parallèle à la satisfaction de besoins légitimes en matière de défense. Ces mesures permettent aux sociétés de prévenir les conflits, d'absorber les chocs et de préserver la paix.

Choix de financement et leurs conséquences intergénérationnelles

Le financement de budgets plus élevés consacrés aux forces armées peut avoir des conséquences durables. Si l'emprunt permet de mobiliser rapidement des ressources, il augmente les risques budgétaires dans les pays fortement endettés en faisant peser la charge sur les générations futures, restreignant ainsi leurs perspectives de développement durable. Les réformes de la politique fiscale visant à trouver des sources de financement peuvent être progressives, en se concentrant sur les revenus et le patrimoine, ou régressives, en ciblant la consommation ou le commerce. Toutefois, ces dernières pèsent de manière disproportionnée sur les ménages à faible revenu, creusent les inégalités et affaiblissent le niveau de vie, ce qui compromet le développement durable. Dans tous les cas, tout détournement durable de ressources initialement dédiées au capital humain et à la résilience entraîne des conséquences structurelles négatives difficilement réversibles.

En revanche, des investissements bien ciblés dans la santé, l'éducation, la protection sociale et l'action climatique génèrent d'importants effets multiplicateurs positifs. Ils améliorent plus rapidement le niveau de vie d'une génération à l'autre, ce qui constitue le fondement le plus sûr d'une sécurité durable. Au cours de la dernière décennie, le monde a dépensé 21 900 milliards de dollars en dépenses militaires, au lieu de les consacrer aux vaccinations, aux programmes universels de santé de base, à une scolarisation de qualité, à la potabilisation et à l'assainissement de l'eau, à la nutrition et à l'accès à l'énergie propre. Les conséquences potentielles de ces décisions pourraient s'avérer désastreuses, entravant la prospérité, le bien-être et les perspectives pour les générations futures.

Vers le centenaire de l'Organisation des Nations Unies : Recalibrer les approches de la sécurité mondiale et du développement

À l'approche du centenaire de la création de l'ONU, nous devons d'urgence repenser les stratégies mondiales en matière de sécurité et de développement afin d'instaurer une paix et une sécurité durables, tant pour les générations actuelles que pour les générations futures. En s'appuyant sur les orientations définies par les États Membres dans le Pacte pour l'avenir, la communauté internationale pourrait envisager les mesures suivantes.

1. D'ici à 2030, donner la priorité à la diplomatie, au règlement pacifique des différends et aux mesures de confiance afin de s'attaquer aux causes sous-jacentes de l'augmentation des dépenses militaires.

- Comme je l'ai souligné dans mon Nouvel Agenda pour la paix, la confiance, la solidarité et l'universalité constituent le fondement des relations amicales et de la coopération entre les nations et au sein des sociétés. Le rétablissement de ces principes est essentiel pour freiner la croissance des dépenses militaires.
- Les États Membres devraient activement renforcer les mesures de confiance régionales et internationales en mettant l'accent sur la transparence et le dialogue en tant qu'outils clés pour prévenir les conflits et consolider la paix. Il est essentiel de renforcer la coopération internationale en revitalisant les cadres diplomatiques et de prévention. Investir de manière continue dans les canaux diplomatiques et les mécanismes de résolution des conflits doit devenir la pierre angulaire de la sécurité collective.
- Pour ébranler la croyance en l'inexorabilité de l'augmentation des dépenses militaires dans le monde, les États Membres devraient mener chaque année une discussion à l'Assemblée générale sur l'état actuel des dépenses militaires mondiales et les avancées obtenues dans la réalisation des objectifs de développement durable jusqu'en 2030.

2. Mettre les dépenses militaires au premier plan dans les discussions sur le désarmement et renforcer les liens entre la maîtrise des armements et le développement.

- Les principaux organes intergouvernementaux, tels que la Commission du désarmement et d'autres, devraient traiter dans leurs discussions des dépenses militaires et des liens entre le désarmement et le développement.
- Les États Membres sont invités à tenir compte des questions relatives au désarmement et à la maîtrise des armements dans les cadres plus larges dédiés au développement durable, en particulier le programme pour l'après 2030.

3. Promouvoir la transparence et l'obligation de rendre compte des dépenses militaires, afin de renforcer la confiance entre les États Membres et de consolider le principe de responsabilité budgétaire à l'échelle nationale.

- Encourager l'adoption de mesures de confiance régionales, telles que l'échange d'informations sur les dépenses militaires, afin d'améliorer la transparence, de réduire les tensions et les erreurs d'appréciation, d'encourager la retenue et de ralentir l'accroissement de la puissance militaire.
- Inciter les États à adopter des normes en matière de dépenses publiques et de responsabilité financière dans le secteur de la défense, qui prévoient des audits internes et externes et un contrôle parlementaire.
- Encourager un changement vers des pratiques commerciales plus transparentes, en particulier dans l'industrie de l'armement, afin de contribuer au développement durable et à la participation de la société civile à l'établissement du budget consacré aux forces armées. Cela contribuerait à créer un cercle vertueux de responsabilité, ce qui renforcerait la confiance du public et offrirait la possibilité de réorienter les économies ainsi obtenues vers des priorités de développement durable.

4. Donner un nouvel élan au financement multilatéral du développement.

- Tirer parti de la dynamique créée par la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement pour accroître les ressources destinées à l'agenda 2030 et au-delà.
- Veiller à ce que les sources de financement tiennent compte du développement durable et de la paix. Il faut pour cela prendre des mesures concrètes pour élargir la marge de manœuvre budgétaire, résoudre les problèmes d'endettement des pays en développement et réduire le coût du capital.
- Outre un engagement profond pour le multilatéralisme, la coopération internationale et la solidarité mondiale, l'action collective doit porter en priorité sur l'amélioration des outils de mobilisation de fonds nationaux et le renforcement des systèmes fiscaux pour les rendre plus résilients à long terme. Il conviendrait ainsi de mettre en place des réformes fiscales progressives, si nécessaire, tout en renforçant la lutte contre la fraude fiscale, le blanchiment d'argent et la corruption, notamment chez les personnes fortunées et les entreprises multinationales, afin d'assurer une imposition juste et effective, avec l'objectif ultime de rassembler et d'utiliser les ressources de manière transparente et efficace, en tenant compte des principes du développement durable.
- Réaffirmer l'engagement en faveur de la coopération internationale face à la baisse de l'aide publique au développement. L'aide publique au développement est cruciale pour les pays à faible revenu et les pays en développement, puisqu'elle permet de palier les déficits de financement dans les domaines de l'éducation, de la santé, des énergies renouvelables et des infrastructures. Elle pourrait dégager des ressources nationales permettant aux bénéficiaires de relever les défis en matière de sécurité et de soutenir le développement durable.

5. Promouvoir une approche de la sécurité et du développement durable centrée sur l'homme.

- Il est impératif de comprendre que le développement durable est la première ligne de défense contre les conflits. Ainsi, les États Membres doivent équilibrer les dépenses militaires nécessaires par des investissements durables en faveur des populations et de la planète. À cette fin, un cadre de sécurité multidimensionnel et centré sur l'être humain devrait régir leurs actions. Les objectifs de développement durable constituent une possibilité.
- Une paix durable et un développement durable dépendent non seulement de la détermination des États, mais aussi de la participation éclairée de la société civile. Une participation des citoyens et de la société civile, fondée sur les principes de confiance, de solidarité et d'universalité, est essentielle pour allouer les ressources publiques limitées afin qu'elles contribuent à faire progresser la dignité humaine, la justice sociale et le Programme 2030, tant pour les générations actuelles que pour les générations futures.

Conclusion

La tendance actuelle consistant à accroître les dépenses militaires, à affaiblir la coopération et à creuser les écarts à l'égard des objectifs de développement durable ne favorise pas une plus grande paix. Au contraire, elle sape les fondements de la sécurité et de la prospérité communes. Continuer sur cette voie pourrait durablement installer la course aux armements, restreindre la marge de manœuvre budgétaire disponible pour les investissements sociaux, éroder la confiance du public et mettre hors de portée les objectifs de développement durable et de lutte contre les changements climatiques.

Il est encore possible de corriger notre trajectoire. Nous nous trouvons actuellement à la croisée des chemins, face à des décisions complexes : privilégier la sécurité militaire pour quelques-uns, ou bien favoriser la sécurité et la prospérité communes de tous.

La voie que nous choisirons déterminera les perspectives qui s'offriront à nous pour les décennies à venir. Les États Membres ont la possibilité de contenir l'escalade militaire, de rétablir la transparence et la confiance, et de redéfinir les priorités en matière d'investissements dans la prévention, le développement durable et la résilience aux changements climatiques. Ils se conformeront ce faisant à l'un des principes de la Charte des Nations Unies, qui les engage à maintenir la paix « *en ne détournant vers les armements que le minimum des ressources humaines et économiques du monde* ».

Ce n'est pas avec des moyens militaires que nous obtiendrons la sécurité dont nous avons besoin. La sécurité authentique passe par la diplomatie plutôt que par la politique de la corde raide, par la coopération plutôt que par l'unilatéralisme. Elle exige la réaffirmation de notre engagement envers les peuples, les droits de l'homme et les institutions qui les soutiennent. En faisant preuve de prudence dans ses décisions et en renforçant sa solidarité, la communauté internationale peut encore éviter de plonger dans une ère d'insécurité coûteuse et se diriger vers un avenir de paix et de développement durable pour tous, et pas seulement pour quelques-uns.



Copyright © Nations Unies, 2025
Tous droits réservés